le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 15 janvier 2017 N° 430 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Hollande à Bamako
La « françafrique » n'est pas morte

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali : Hollande à Bamako : la « Françafrique » n'est pas morte

Page 3
Mali : l'Etat fait la chasse aux petits vendeurs de rue à Bamako

Page 4
Gabon : Contestation sociale contre la tenue du tournoi de foot

Pages 5 et 6

Côte d'Ivoire

-Même si elles ne se ressemblent pas, les mutineries se succèdent

-Nouvelle grève des fonctionnaires…

Page 8
Tchad : Une délégation de la CGT interdite de séjour
Page 9
Madagascar : Les promesses présidentielles n'engagent que ceux qui y croient

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Editorial

Mali

HOLLANDE À BAMAKO : LA « FRANÇAFRIQUE » N'EST PAS MORTE !

Le dernier sommet franco-africain qui s'est tenu à Bamako le 14 janvier a été en quelque sorte la tournée d'adieu de François Hollande à ses compères africains. Plus d'une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains y ont répondu présents, dont le dictateur tchadien Idriss Deby, le Congolais Denis Sassou-Nguesso et le Gabonais Ali Bongo. Le Gambien sanguinaire et mégalomane Yahya Jammeh faisait aussi partie de la liste des invités mais son fauteuil est resté inoccupé puisqu'il a été « désinvité » au dernier moment suite à son refus de quitter le pouvoir après sa défaite à l'élection présidentielle. C'est dire que le chef de file de l'impérialisme français a été bien entouré par sa clientèle habituelle, par des gens représentatifs de l'image des relations que l'Etat français entretient avec le continent africain.

Contrairement à ce qu'avait déclaré François Hollande lors de son accession au poste présidentiel, il n'a pas mis fin à la « Françafrique ». Durant son quinquennat il a démontré qu'il y a une continuité de la politique de l'impérialisme français vis-à-vis de ses anciennes colonies d'Afrique ainsi qu'avec le reste du continent. La présence des troupes militaires françaises sur le sol africain est en même temps le symbole et la garantie de cette continuité.

François Hollande a présenté l'intervention militaire française au Mali, en Centrafrique et au Niger comme une intervention à but humanitaire pour venir au secours des populations victimes de la barbarie. Ce n'est que de la poudre aux yeux pour tenter de masquer que les véritables bénéficiaires de ces interventions ce sont les Bolloré, les Bouygues, Colas et consorts ; ce sont des trusts à capitaux majoritairement français comme Total ou Areva ou de grandes sociétés comme Orange, Carrefour, Danone et autres marchands d'armes.

Si l'impérialisme français soutient dans ses anciennes colonies des dictatures infâmes, des régimes qui n'hésitent pas à semer la terreur, c'est aussi pour permettre aux grands capitalistes français de piller les richesses naturelles du continent africain. Les cliques locales s'enrichissent au passage en pillant les caisses de l'Etat et en mettant la main sur certains secteurs lucratifs ; c'est le bakchich que leur laissent leurs maîtres de Paris et d'ailleurs.

La présence massive d'une délégation du patronat

français lors de ce dernier sommet de Bamako illustre cette continuité de la politique de l'impérialisme français en direction de l'Afrique. Pour faire face à la concurrence des capitalistes provenant de Chine et d'ailleurs, les entreprises françaises ont besoin de la protection et de l'appui de l'État français. Et en la matière, Hollande n'a été que le continuateur de la politique de ses prédécesseurs. Celui qui le succédera ne fera que suivre le sillon car dans une France dominée par le système capitaliste, ce sont les intérêts de la grande bourgeoisie française qui priment. Les chefs d'États et les gouvernements qui se succèdent dans ce pays ne sont en fin de compte que des pantins qui ne font qu'appliquer les désidératas des banquiers et de l'ensemble du patronat de ce pays.

La nature des relations entre les pays africains et l'ancienne puissance coloniale française ne changera véritablement que lorsque la nature de l'État de celle-ci changera, c'est-à-dire, une fois que le prolétariat aura pris le pouvoir dans ce pays en renversant sa propre bourgeoisie.

Mali

L'ÉTAT FAIT LA CHASSE AUX PETITS VENDEURS DE RUE À BAMAKO

22 juillet 2016 : début du « déguerpissement » des petits vendeurs du grand marché de Bamako

Au cours des semaines précédant le sommet Afrique-France, les autorités maliennes ont eu un coup de folie pour tenter d'embellir la capitale. En quelques heures elles ont rasé des centaines de boutiques et de kiosques, ce qui a mis au chômage des milliers de gens n'ayant que cela pour vivre. Bien entendu il n'y a aucun chiffre pour évaluer l'ampleur de cette opération de déguerpissement. En tout cas les policiers étaient accompagnés de bulldozers pour raser les installations de fortune. Tout cela pour donner une belle image à tous les dirigeants venus à Bamako !

La multiplication de ces petites boutiques et kiosques est la conséquence de la généralisation du chômage et de la misère dans le pays. Même pour ceux qui travaillent, les salaires sont tellement bas qu'ils n'arrivent pas à couvrir les besoins de la famille. De ce fait les femmes, et souvent les enfants aussi, vont vendre sur les trottoirs de petites choses pour avoir un peu d'argent.

Les dirigeants au pouvoir savent très bien ce que vit la population pauvre, mais c'est le cadet de leurs soucis. Ils sont là pour servir des riches de ce monde et pour se remplir les poches. Un jour il faudrait que les travailleurs s'organisent pour déguerpir ces parasites et ces assassins.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Mali

QUAND L'ARMÉE RECRUTE CERTAINS DOIVENT SE FROTTER LES MAINS

L'État malien vient de lancer un avis de recrutement de 5000 soldats pour soi-disant renforcer ses forces de sécurité et de défense, notamment dans le Nord du pays. Combien de milliards de francs CFA supplémentaires vont-ils ainsi être engloutis dans l'armée alors que celle-ci est déjà pléthorique. Les galonnés de tous grades ne font en effet pas défaut dans le pays. Ils pavanent dans leurs grosses berlines de luxe, logent dans les villas et mènent un train de vie de nabab. En plus de leurs salaires et de nombreux avantages liés à leur fonction, ils s'enrichissent de la corruption et des magouilles de toutes sortes.

Le budget de la Défense malienne constitue un gros pactole relativement au budget de l'Etat. Ce n'est pas par hasard que le président actuel IBK a placé son fils à la tête de l'organisme chargé de contrôler ce poste. C'est là que l'herbe est la plus grasse !

Gabon

CONTESTATION SOCIALE CONTRE LA TENUE DU TOURNOI DE FOOT

Stade de Franceville : un des quatre stades du Gabon pour la CAN 2017. Des milliards de CFA dilapidés au détriment des infrastructures utiles à la population !

De nombreux syndicats (une quarantaine selon les dirigeants du mouvement de contestation opposé au pouvoir de Bongo) ont appelé au boycott et à une grève générale pour protester contre la tenue du championnat africain de football qui se tient dans ce pays entre le 14 janvier et 5 février. Ils dénoncent les dépenses somptueuses englouties dans ce genre de tournoi (deux tournois en cinq ans) alors que l'Etat gabonais délaisse les secteurs utiles à la population comme les hôpitaux publics, les centres de santé et l'école publique.

Ali Bongo a eu le culot de refuser les augmentations de salaire revendiquées par les fonctionnaires en prétextant que les caisses de l'Etat ne le permettaient pas mais il a trouvé des milliards pour financer la CAN (Coupe d'Afrique des Nations). De nombreux petits salariés de l'Etat sont à juste titre outrés par ce choix de Bongo dicté par son envie de redorer son blason à la suite de sa réélection frauduleuse à la présidence. Nombreux sont aussi ceux qui dans les quartiers populaires sont en colère contre l'incapacité du gouvernement de répondre à leurs aspirations à une vie meilleure alors que le pétrole coule à flots depuis plusieurs dizaines d'années.

Les richesses naturelles de ce pays sont littéralement pillées par des sociétés.

comme Total et par une poignée de parasites alors que la grande majorité de la population continue de croupir dans la misère. Alors, tant mieux si la majorité de ceux qui souffrent de la politique de Bongo profitent de la tenue de la CAN pour montrer leur colère.

Côte d'Ivoire

MÊME SI ELLES NE SE RESSEMBLENT PAS LES MUTINERIES SE SUCCÈDENT

Des soldats mutins bloquant l'accès à la ville de Bouaké les 6 et 7 janvier 2017

Dans la nuit du jeudi 05 au matin du vendredi 06 janvier 2017, la population de Bouaké a été tenue en éveil par le crépitement d'armes à feu. En effet, des soldats des camps et garnisons de la ville ont pris de nuit, le contrôle de la ville en neutralisant les différents commissariats de police et en bloquant les entrées et sorties de la ville. Comme s'ils se sont donné le mot, d'autres villes du pays ont été atteintes par la mutinerie, Daloa, Daoukro, Korhogo, Odienné, Man, San-Pedro et Abidjan dès le lendemain. Rapidement, le gouvernement a promis de satisfaire à leur revendication. Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à une mutinerie de soldats.

La mutinerie de novembre 2014

Lors de cette mutinerie, le régime d'Abidjan a pris peur. Pris de court, Ouattara cède rapidement aux revendications qu'il a considéré comme étant légitimes et justifiées. En contrepartie, il demande à ces soldats de l'aider à réprimer la grogne venant du côté de leurs anciens camarades ex-combattants qui avaient combattu en sa faveur lors de sa lutte pour accéder au pouvoir. Cela représentait plusieurs dizaines de milliers de combattants. Ils ont été par la suite désarmés, démobilisés et n'ont pas pu intégrer l'armée officielle nouvellement créée. Ouattara a sans doute estimé ne plus avoir besoin d'eux.

La mutinerie de début janvier 2017

Comme une trainée de poudre, depuis Bouaké, les soldats des différentes garnisons du pays rallient le mouvement de colère des soldats. Le samedi 07 janvier, les soldats du plus grand camp militaire d'Abidjan entrent aussi en mutinerie. Ils se manifestent par des rafales de tirs à l'intérieur de la caserne et bloquent la voie qui mène à Bingerville. Les sapeurs-pompiers militaires, la garnison du 3ème bataillon d'Anyama, le camp commando d'Abobo tirent des rafales et à dressent des barrages dans la ville.

À Bouaké, aucun véhicule n'est autorisé à entrer ou sortir. La ville est sous le contrôle des mutins qui y paradent dans des véhicules arrachés à la police ou aux particuliers. Ils lâchent de temps en temps des salves de Kalachnikov. À Daloa, deuxième région militaire du pays, c'est le même scénario. Les mutins y ont également le contrôle de la ville. Dans d'autres villes (Daoukro, Korhogo, Odienné, Man ou San-Pedro), les mutins se contentent de tirer quelques rafales et de dresser des barrages sur certaines voies pour marquer leur ralliement. La population quant à elle, s'est terrée le temps que l'orage passe.

Qui sont les soldats mutins et quelles sont leurs revendications ?

Comme en 2014, le gros des mutins est formé par les ex rebelles des FAFN de Soro Guiillaume. Ils réclament le versement d'une prime dite ''*Ecomog*'', la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage des grades supérieurs à quatre ans au lieu de sept ans et un logement pour chacun d'eux. Sur une chaine de radio, l'un des porte-paroles dit : « *Dans l'armée, nous n'avons pas de syndicats, c'est le seul moyen que nous avons de nous exprimer. On ne veut de mal à personne, mais le président doit nous entendre* ». Et le président semble les avoir entendus.

Déjà, dès le vendredi 6 janvier, les autorités administratives et religieuses de Bouaké ont entamé des négociations avec les soldats mutinés. Comme ces derniers ne se sont pas laissé convaincre, le ministre de la Défense a fait le déplacement en personne pour discuter avec leurs représentants. Après accord et malgré une déclaration télévisée dans laquelle le Président a concédé aux demandes des militaires, la délégation du ministre a été retenue tout de même pendant deux heures. Certains militaires ont flairé le piège et exigé l'exécution immédiate des promesses. Il a fallu convaincre ces derniers de la bonne foi du Président.

Le contexte social actuel

Actuellement, la population ivoirienne vit dans une certaine contradiction. D'un côté, il y a les grands discours sur la croissance économique du gouvernement et sa politique des grands travaux, de l'autre, il y a le quotidien morose de la plupart des ivoiriens. C'est à vue d'œil que les usines, les autoroutes, les échangeurs et autres bâtiments cossus fleurissent à travers le pays, les grosses cylindrées battent de plus en plus le pavé des villes, confirmant bien une embellie dans les affaires, sans aucune retombée pour les petits gens. Bien au contraire, le loyer, le prix du transport et des produits de première nécessité sont en hausse continue. La grogne est palpable au sein de la population. Les soldats du rang qui font partie du petit peuple n'échappent donc pas au mécontentement général. Ils ne sont pas plus de dix milles mais comme ils savent faire parler la poudre, les autorités sont bien obligées de leur prêter une oreille attentive.

Voilà bientôt une semaine qu'une grève de fonctionnaires et agents de l'État (officiellement 200.000 personnes) est largement suivie. Et pourtant cela n'a pas l'air d'indisposer les dirigeants du pays. Mais arrivera le jour où la révolte des exploités sera telle qu'elle emportera à jamais ce système capitaliste qui est à l'origine de l'injustice sociale et de la misère dans le monde.

Côte d'Ivoire

NOUVELLE GRÈVE DES FONCTIONNAIRES : ILS ONT RAISON DE MONTRER LEUR COLÈRE !

Les fonctionnaires sont une nouvelle fois entrés en grève depuis le 9 janvier. La précédente grève date du 7 novembre dernier et avait duré une semaine dans certains secteurs et deux dans d'autres. Cela, malgré les menaces du gouvernement qui avait qualifié cette grève d'illégale.

La grève a été reconduite en ce début d'année 2017 car le gouvernement n'a donné aucune suite aux différentes revendications. Mais voilà qu'après une nouvelle semaine de grève, il reste toujours sourd aux revendications des fonctionnaires. C'est ainsi que les dirigeants des syndicats du secteur public viennent d'annoncer ce samedi 14

janvier la reconduite de la grève la semaine prochaine.

Rappelons que c'est une attaque du gouvernement sur la retraite des fonctionnaires qui est à l'origine de ce mouvement de grève qui touche notamment les secteurs de la santé, de l'administration, et de l'enseignement.

En effet, le gouvernement veut appliquer une réforme sur la retraite décidée en 2012. Il voudrait baisser la pension de retraite des fonctionnaires au niveau de celle du secteur privé, tout en augmentant la cotisation. De plus, en cas de décès, le conjoint devra attendre 5 ans de plus avant de percevoir cette pension.

Mais les fonctionnaires ont de nombreuses autres revendications à faire valoir. Parmi elles, il y a l'intégration des journaliers de la Fonction publique. D'autant plus que certains d'entre eux continuent à être payés au taux de l'ancien Smig. Les enseignants de leur côté ont des arriérés impayés. De façon générale, les fonctionnaires demandent une revalorisation de leurs salaires et une amélioration de leurs conditions de travail, mais le gouvernement demeure sourd face à leurs revendications, d'autant plus qu'il semble considérer que cette grève ne le gêne pas pour l'instant outre mesure.

Le gouvernement a d'autant moins peur de ce mouvement de grève que les dirigeants qui sont à la tête de ce mouvement ne proposent aucune politique pour tenter de l'étendre vers les travailleurs du secteur privé, notamment vers les ouvriers de l'industrie, du bâtiment et du port. Ils ne proposent même pas de l'étendre vers les enseignants du privé ou des cliniques privées, etc. Pourtant tous ceux-là ont encore plus de problèmes de salaire et de conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, et pourraient facilement se rallier à ce mouvement de grève. Ce qui pourrait changer radicalement le rapport de forces.

Un tel mouvement pourrait aussi gagner la sympathie des corps habillés du rang, notamment des soldats, des policiers, etc, qui partagent bien souvent les mêmes difficultés que les populations pauvres dont ils sont eux-mêmes issus.

Dans tous les cas, les grévistes de la Fonction publique n'ont pas une autre alternative s'ils ne veulent pas voir leur mouvement s'enliser et risquer de subir une répression armée.

Côte d'Ivoire

UN « PARADIS » POUR QUI ?

Un cabinet américain dénommé « Nielsen » a pondu récemment un rapport selon lequel la Côte d'Ivoire se serait hissée au terme de l'année 2015, à la première place africaine en matière de perspectives d'affaires pour les investisseurs. Selon ce cabinet, ce classement est dû à la mise en œuvre par le gouvernement de facilités pour la classe capitaliste telle que des procédures bureaucratiques allégées, une fiscalité réduite, une protection renforcée des investissements, un guichet unique de création d'entreprises, etc…mais surtout grâce à une main d'œuvre qualifiée, disponible et bon marché.

En clair, le pays serait devenu un nouvel eldorado pour les capitalistes qui peuvent compter sur l'État pour protéger leurs affaires et s'enrichir en toute tranquillité. Mais gare à la colère du monde ouvrier car tôt ou tard les travailleurs réclameront leur droit à une existence décente. On verra alors si ce sera toujours un paradis pour les capitalistes !

Côte d'Ivoire

ATTENTION À LA GROSSE ARNAQUE !

Actuellement on parle beaucoup de société prétendant opérer dans l'agrobusiness. Ce sont des entreprises, des escrocs plutôt, qui vous promettent de faire fructifier votre argent en vous proposant d'investir une certaine somme dans le secteur agricole. Ils vous proposent par exemple différents produits agricoles et une rentabilité avoisinant les 400 à 500%. Ainsi, le client a la possibilité de choisir par exemple d'investir son argent dans le piment, le choux, le concombre ou autres. On vous promet par exemple un gain de plus de trois millions de francs au bout de six mois pour un investissement de départ de 885 000F et patati et patata.

Les travailleurs du rang ne sont certainement pas directement concernés par ce genre d'arnaque car ils n'ont pas d'argent à placer. Néanmoins ce ne sont pas les grands riches des quartiers huppés qui sont visés mais des gens de condition moyenne.

Petit à petit, devant les premiers chèques perçus par leurs clients et la masse d'argent brassée, ces sociétés se multiplient et ratissent de plus en plus large. Ce sont ainsi des milliards qui sont brassés dans ce secteur. Des milliers de personnes ont investi leur argent et risquent d'y laisser des plumes.

Le monde capitaliste est plein d'escrocs. Quand, ce ne sont pas les patrons qui nous exploitent, ce sont d'autres qui nous volent notre argent.

Tchad

UNE DÉLÉGATION DE LA CGT INTERDITE DE SÉJOUR

Par deux fois, des syndicalistes de la CGT (France) qui voulaient se rendre au Tchad pour apporter leur soutien aux travailleurs en grève ont essuyé un refus catégorique, en décembre et début janvier. Motif : « *Les syndicalistes et les journalistes ne sont pas les bienvenus* », leur a intimé le Premier conseiller de l'ambassadeur du Tchad à Paris.

À N'Djamena, le président de l'Union des syndicats du Tchad (UST), a vivement critiqué cette interdiction en disant notamment que « *le gouvernement craint que la venue d'une délégation syndicale étrangère ne mette en lumière ses difficultés* ».

C'est depuis près de cinq mois qu'une grève générale est observée sur l'ensemble du territoire à l'initiative de l'UST qui regroupe les principaux syndicats du pays, pour obliger les autorités à satisfaire sa « *plateforme revendicative* » dont voici les principaux points : augmentation générale des salaires, rétablissement des primes et indemnités des fonctionnaires et agents de l'État réduites de 80 %, versement régulier et à temps des salaires, paiement des arriérés, des pensions-retraite, rétablissement des bourses des étudiants supprimées.

Face à ces revendications, le pouvoir a choisi la manière forte : la répression. La dernière des répressions s'est abattue sur les travailleuses, membres de l'UST. Le 6 décembre dernier, elles ont arrêté le principe d'une « *marche pacifique* » nationale pour réclamer le versement des salaires et les conditions d'existence décentes. La Bourse du travail, lieu du rassemblement pour la marche a été bouclée par la police et

l'armée. Les travailleuses qui s'y rendaient ont été dispersées à coups de gaz lacrymogène.

Idriss Deby se croit tout permis. Fort du soutien de l'impérialisme français qui a fait de lui l'un des piliers de la lutte contre les extrémistes religieux au Sahel, notamment au nord du Mali et au nord du Nigeria, Deby redouble de férocité contre les opposants, s'attaque aux libertés politiques et syndicales. Le refus de délivrer des visas aux syndicalistes de la CGT en dit long.

Après près de cinq mois de grève générale, l'UST a décidé le 11 janvier la suspension du mouvement pour un mois, délai pendant lequel le gouvernement est appelé à satisfaire les revendications des travailleurs. Si rien n'est fait, avertit l'UST, elle sera dans l'obligation d'appeler à la reprise de la grève sur toute l'étendue du territoire.

.

Tchad

DES AUGMENTATIONS DES PRIX QUI VONT TROUER LA POCHE DES PAUVRES

Le 10 janvier le gouvernement a décidé unilatéralement l'augmentation des prix du carburant. Ainsi, le litre du super est vendu à 525 FCFA contre 480 FCFA auparavant, celui du gasoil est passé de 525 FCFA à 570 FCFA. Cela se répercutera sur les prix des denrées de base.

Quant à la téléphonie, elle a subi une hausse de 18 % ; Déjà l'Etat prélève aux usagers qui utilisent leur téléphone portable 1 franc CFA par seconde pour soi-disant donner un coup de pouce au football tchadien. Mais on ne sait pas où est passé cet argent.

A cela vient s'ajouter la hausse sur la délivrance des cartes d'identité. Pour établir cette pièce, il faut payer maintenant 10.000 francs CFA au lieu de 4.000 auparavant. Quant aux passeports ordinaires, il faut casquer 85.000 francs CFA au lieu de 45.000.

Non content de dilapider les richesses provenant de la vente du pétrole, le régime de Deby fait les poches des petites gens.

Madagascar

LES PROMESSES PRÉSIDENTIELLES N'ENGAGENT QUE CEUX QUI Y CROIENT

Comme chaque année en pareille période, le Président Hery Rajaonarimampianina a énuméré ses réalisations. Cette année, comme les années précédentes il en a fait l'étalage. Elles ont consisté à couper des rubans d'inaugurations de complexes hôteliers pour touristes. Leurs riches propriétaires pourront peut-être s'en mettre pleins les poches.

Dans les journaux du pays, les plumitifs qui expriment généralement les opinions de cette couche sociale privilégiée, n'y croient pas eux-mêmes. Certains avouent que le « *message d'espoir n'est pas passé* ». Quelques grâces et autres amnisties ont été formulées, comme d'habitude. D'autres journaux disent que « *les fléaux sociaux vont s'accentuer* », ils disent cela parce

qu'ils le craignent. Ils ont raison de le redouter.

Lors de l'année qui vient de s'écouler, il y a eu des grèves de fonctionnaires administratifs, il y a eu aussi des mouvements d'enseignants pour le paiement de leurs salaires bloqués, régularisés avec trop de retard. Le personnel de santé n'a pas été de reste, celui de Befelatànana, un grand hôpital de la capitale a fait connaître son mécontentement contre les détériorations multiformes qui d'années en années, l'ont progressivement transformé en sorte de mouroir pour pauvres. Concernant les étudiants, leurs bourses, même dérisoires, sont délivrées au compte-gouttes et lorsqu'ils se rassemblent devant les bureaux, ils se trouvent devant des portes closes.

Les coupures de courant se généralisent dans tout le pays. La compagnie Jirama qui fournit l'électricité et l'eau, n'arrive plus à approvisionner suffisamment, loin s'en faut. Dans la capitale Antananarivo il y a des coupures de 6 à 8 heures par jour. Des délestages sont pratiqués au détriment des quartiers où habite la population pauvre. Dans les villes de province, le courant peut être coupé pendant 3 jours d'affilée. Les dirigeants du pays font semblant de s'en étonner, mais le budget qu'ils ont consacré à cette société appartenant à l'Etat, est en diminution par rapport à celui de l'année dernière. Dans le même temps celui de la police, de la gendarmerie et d'autres forces de répression, est en augmentation. Comme ça, du point de vue de ceux qui dirigent, ces gens pourront matraquer encore plus efficacement ceux qui n'acceptent pas cette situation.

Dans les secteurs épices en général c'est à dire vanille, poivre, girofle, des bénéfices colossaux sont engrangés par les capitalistes. Là, ainsi que dans le secteur riz, les seules choses qui sont dénoncées par les grands journaux, ce sont les quelques vols dans les champs, perpétrés par des affamés et autres laissés-pour-compte. Dans le secteur litchis, ces fruits qu'on trouve actuellement sur toutes les bonnes tables de France et d'autres pays européens, les bénéfices engrangés par les capitalistes sont colossaux, mais l'exploitation des travailleurs est le dernier de leurs soucis.

La classe ouvrière du secteur privé est certes minoritaire dans le pays mais c'est elle qui produit l'essentiel des richesses dont les capitalistes s'accaparent sous forme de profits en payant des salaires de misère pour des conditions de travail souvent infernales et des journées longues. Ce qui se passe à l'intérieur des zones industrielles ou franches, est « ignoré » par ces journalistes et par les partis politiques actuels. Les rares fois où ils en parlent, c'est pour déverser leur fiel contre les travailleurs en faisant croire, que leurs mouvements « *mettraient en péril l'économie du pays* ». C'est en substance ce que la télé et les grands journaux ont claironné lors des coups de colère de ceux de la zone franche de Tanjobato par exemple.

Viendra le moment où les travailleurs et tous les laissés-pour-compte de l'exploitation capitaliste leur feront avaler leur caquet. La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot… Eh bien, puisque la période est aux vœux, nous en faisons un pour cette année, c'est celui que les travailleurs bougent et que collectivement ils prennent conscience de la force qu'ils représentent.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.